

Les conseillers secrets de la campagne de Marine Le Pen

22 JANVIER 2018 PAR [MARINE TURCHI](#) ET [DAVID DUFRESNE](#)

Marine Le Pen n'a jamais voulu révéler les noms de ses visiteurs du soir et conseillers officieux. D'après des documents obtenus par Mediapart et BuzzFeed, elle a recyclé, pour son projet 2017, une série d'énarques passés par les cabinets ministériels de la Chiraquie ou la Sarkozie. Parmi eux, un conseiller du directeur de la Gendarmerie nationale (DGGN), un directeur dans un groupe du CAC 40, des anciens de la Cour des comptes ou du Conseil d'État.

Ce sont des hauts fonctionnaires, passés par Sciences-Po, la faculté d'Assas ou l'ENA. La plupart ont gravité dans les réseaux RPR durant leur jeunesse, avant de faire carrière dans les cabinets ministériels de la Chiraquie ou de la Sarkozie. Des années plus tard, on les retrouve dans les coulisses de la campagne présidentielle de Marine Le Pen, souvent sous pseudonyme. Les uns ont été consultés pour un avis, les autres ont rédigé des notes, certains ont participé à des réunions.

Mediapart et BuzzFeed ont obtenu une série de documents, mails, photo, qui révèlent les noms d'une partie de ces « visiteurs du soir » ou conseillers invisibles de la candidate frontiste en 2017. Parmi eux, un conseiller du directeur de la Gendarmerie nationale (DGGN), un directeur commercial d'un grand groupe de BTP, des anciens de la Cour des comptes ou du Conseil d'État.

C'est une tradition particulièrement marquée au Front national : derrière l'organigramme officiel affiché – Florian Philippot, Nicolas Bay, Louis Aliot, etc. – s'active une série de conseillers officieux. Deux équipes sensiblement différentes. Pendant la campagne, le parti a vanté les « cerveaux » qui travaillaient dans l'ombre à son service, issus du Quai d'Orsay, de Bercy, des ministères de l'intérieur ou de la défense, du secteur bancaire ou de grands groupes privés. Sans jamais dévoiler leurs noms.

En 2012 déjà, Marine Le Pen évoquait des « experts » en poste « *dans de grands ministères* » qui la conseillaient secrètement, parce qu'« *ils pourraient prendre des risques pour leur emploi s'ils s'exposaient plus* ». Depuis, certains ont fait leur « coming out » politique. À l'instar de Florian Philippot, longtemps introduit comme « Adrien », un fonctionnaire du ministère des finances, alors qu'il travaillait en réalité à l'inspection générale de l'administration (IGA), sous l'autorité du ministère de l'intérieur. Pendant sept ans, son frère Damien Philippot, directeur des études politiques à l'Ifop, a lui aussi contribué dans le secret, avant de s'afficher, fin 2016.

C'est aussi dans l'ombre, et sous le pseudonyme de « Nicolas Pavillon », que Bernard Monot a travaillé pendant plusieurs années. Cet ancien de la Caisse des dépôts et de Natixis,

artisan avec d'autres du programme économique de Marine Le Pen en 2012, a attendu 2014 et sa candidature aux élections européennes pour sortir du bois.

L'histoire s'est répétée à l'occasion de la campagne de 2017. Début 2016, le parti crée les Horaces, un collectif de hauts fonctionnaires, chefs d'entreprise, magistrats, militaires, etc. S'il revendique une « soixantaine » de membres, ils se compteront sur les doigts d'une main dans les réunions « projet » autour de Marine Le Pen. Et seul leur porte-parole s'affichera : Jean Messiha, docteur en économie, diplômé de Sciences-Po Paris et de l'ENA. Même chose au Cap Éco, le comité d'action programmatique chargé de rédiger le programme économique du parti, et piloté par Bernard Monot : les contributeurs extérieurs y officient sous pseudonymes.

« On travaille avec des pointures, dans la haute fonction publique, l'économie privée, les grandes entreprises du CAC 40, des directeurs fiscaux de groupes mondiaux, confirme un responsable frontiste interrogé par Mediapart. 80 % nous ont réclamé l'anonymat, on leur a garanti, sur l'honneur. Est-ce que Coca-Cola donne son secret de fabrication ? »

Si le Front national n'a pas souhaité dévoiler leurs identités, c'est peut-être aussi parce que les profils dénichés par Mediapart et BuzzFeed sont à dix mille lieues de son discours anti-élites, dénonçant le « système UMPS ». Le parti d'extrême droite fustige en permanence « la caste déconnectée du peuple », le poids des « technocrates » ou encore « l'idéologie dictée par quelques grands patrons du CAC 40 ». En 2007, il proposait même de supprimer l'ENA dans son programme présidentiel. Dix ans plus tard, la candidate frontiste accuse encore ses adversaires de faire du neuf avec du vieux. « C'est le système qui prétend prendre de nouveaux visages, lobotomiser le peuple français en voulant se faire passer pour une offre nouvelle, quand ils ne sont que les produits du recyclage des deux derniers quinquennats ! » s'indignait-elle par exemple lors de son meeting à Bordeaux, le 2 avril 2017. Son projet à elle porterait une « autre vision », « moderne », promettait-elle.

Les C.V. des contributeurs du projet de Marine Le Pen que nous avons découverts – qui ne sont pas exhaustifs (*lire notre « boîte noire »*) – ressemblent pourtant à tout ce que la candidate dénonce : énarques, souvent seniors, ayant écumé les cabinets ministériels sous les précédents quinquennats.

Dans les échanges internes apparaît ainsi **André Rougé**, 56 ans, directeur du développement commercial dans un grand groupe de BTP. Passé par les bancs de la faculté d'Assas, et collaborateur de Michel Debré à ses débuts, il fut conseiller dans de nombreux cabinets ministériels : à l'outre-mer en 1993 et 1997, au ministère de l'intégration en 1995, où il est chef de cabinet d'Éric Raoult.

André Rougé a gravité pendant de longues années dans les réseaux RPR, du cabinet de Jacques Chirac à la mairie de Paris jusque sa campagne, en 1995, dont il assure la coordination pour les DOM-TOM. Il a fait partie des emplois de la ville de Paris qualifiés de « fictifs » par la justice (il n'a pas fait l'objet de poursuites). Après la dissolution de 1997, il constitue un cercle informel, « Richelieu », destiné à reclasser les membres de cabinets ministériels de droite, et qui servira de vivier à l'Association des amis de Jacques Chirac. Il rebondira finalement dans le privé en 2001.

C'est en toute discrétion, et sous le pseudonyme de « René Dargou » (anagramme de son nom) qu'on le retrouve dans la campagne de Marine Le Pen, en 2017. Il a contribué à la préparation du programme par des notes. Dans cet échange du 10 janvier 2017 par exemple, il écrit à la candidate et son directeur de cabinet, Nicolas Lesage, pour lui transmettre un document intitulé « *Pour mettre fin à l'AME* [aide médicale d'État – ndlr] », que Marine Le Pen transfère ensuite à Damien Philpott en précisant : « *Pour info, des Horaces.* »

DE : anne lalanne [mailto:enimar[REDACTED]]
ENVOYÉ : jeudi 12 janvier 2017 11:14
À : etiennealdobrandi@[REDACTED]
OBJET : Fwd: POUR METTRE FIN A L'AME

Pour info

Des horaces

Envoyé de mon iPhone

Début du message transféré :

EXPÉDITEUR: André Rougé <renedargou@[REDACTED]>
DATE: 10 janvier 2017 à 16:28:08 UTC-5
DESTINATAIRE: Marine LE PEN <enimar[REDACTED]>, "NLS / FN"
<nicolas.lesage@[REDACTED]>
OBJET: POUR METTRE FIN A L'AME



AME5.odt

Échange dans lequel Marine Le Pen apparaît sous le nom de famille de sa mère, Lalanne, et Damien Philpott sous une adresse avec le pseudonyme « Etienne Aldobrandi ». © Document Mediapart

Comment André Rougé est-il arrivé jusqu'à la présidente du FN ? « *C'est un vieil ami de Marine* », croit savoir un responsable frontiste, qui nous confirme sa présence, et le décrit comme « *le chef des Horaces* », « *important* » dans les réflexions sur le projet 2017.

Sur Facebook, un compte public au nom d'André Rougé, directement rattaché à son adresse mail professionnelle, et affichant son année de naissance, est en contact avec plusieurs personnes entourant Marine Le Pen. Comme son ancien directeur de cabinet Philippe Martel, ou son vieil ami Frédéric Chatillon, ex-chef du GUD rémunéré comme coordinateur technique pendant sa campagne.

Parmi les quelque deux cents amis de ce compte, on trouve des personnalités et élus de droite, mais aussi une série d'anciens militants du GUD de la même génération. À l'instar de Jildaz Mahé O'Chinal, ami de trente ans de Chatillon, et mari de la présidente du microparti de Marine Le Pen. Ou encore Patrick Klein, autre ancienne figure du groupuscule, et Marcello de Angelis, ancien néofasciste italien et contact de longue date de Chatillon. Sur la page Facebook, on peut aussi lire des messages de Thierry Baudier, qui fut le secrétaire général de

son club « Richelieu ». Sollicité à de nombreuses reprises, André Rougé n'a pas répondu à nos questions.

« *Il était invisible et sous pseudo* »

Au QG, l'ancien chiraquien a été aperçu accompagné d'un autre « visiteur du soir » : l'avocat fiscaliste **Jérôme Turot**, 63 ans. Cet ancien de Sciences-Po Paris et de l'ENA – major de la célèbre promo « Voltaire », celle de François Hollande, Ségolène Royal, Dominique de Villepin et bien d'autres –, a travaillé au cabinet du ministre de la justice dans le gouvernement de Chirac (1986-87), et au Conseil d'État, avant de monter son cabinet d'avocats, en 1993. Pendant la campagne, Jérôme Turot a échangé avec Marine Le Pen et André Rougé. En mars 2017, il leur adresse la version amendée d'un texte sur les retraites.

D'après Mickaël Ehrminger, qui a travaillé au pôle rédaction pendant la campagne, Jérôme Turot et André Rougé étaient tous deux venus au QG « *pour parler politiques de santé et politiques fiscales* ». « *La réunion a duré plus d'une heure, avec Marine Le Pen. Ils donnaient des éléments et leur avis sur les axes que nous avons développés* », assure-t-il. « *Ensuite ils sont venus plusieurs fois au QG, ensemble ou séparément.* » Un témoignage confirmé à Mediapart par un autre ex-membre de l'équipe de campagne.

L'avocat n'a pas répondu à nos questions par mail. Joint à son cabinet, il s'agace : « *C'est n'importe quoi, je n'ai rien à vous dire* », répond-il en raccrochant.

Dans les échanges internes, un très haut fonctionnaire est sollicité sur son adresse mail professionnelle : **Christophe Bay**, un préfet propulsé au cabinet du directeur de la DGGN (Direction générale de la Gendarmerie nationale). Dans ce mail du 3 février 2017, accompagné d'une note intitulée « *chiffrage des économies Administrations publiques locales (APUL)* », un autre haut fonctionnaire lui demande, en l'appelant par son prénom, ses « *observations* » sur le « *chiffrage* » du programme de la candidate :

----- Message transféré -----

De : "André Rougé" <renedargou@██████████>

Date : 3 févr. 2017 11:20

Objet : Fwd: Projet de chiffrage

À : "Marine LE PEN" <enimar██████████>, "NLS / FN" <nicolas.lesage@██████████>

Cc :

----- Message transféré -----

De : "philippe baccou" <ph.baccou@██████████>

Date : 3 févr. 2017 11:18

Objet : Projet de chiffrage

À : "AndréRougé" <renedargou@██████████>, "Bay Christophe M. (CDG CAB DGGN)" <██████████@gendarmerie.interieur.gouv.fr>

Cc :

Comme annoncé. Chiffrage encore sommaire, toutes observations de Christophe seront bienvenues.

PhB.

Ancien de l'ENA et Sciences-Po Paris, Christophe Bay a milité dans sa jeunesse dans les rangs de l'UED (Union des étudiants de droite), qui rassemblait des membres de droite et d'extrême droite, et prônait l'union de toutes les droites. D'après un document que Mediapart s'est procuré, il a même été candidat en 1982 sous les couleurs de ce syndicat étudiant qui servait en partie de repli au GUD, alors auto-dissous.

À 55 ans, Christophe Bay affiche un long parcours dans la haute fonction publique. Depuis les années 1990, il a fait plusieurs allers-retours dans les cabinets ministériels : à l'outre-mer en 1994, à l'intérieur en 2000 (comme conseiller technique de Jean-Pierre Chevènement, puis de Daniel Vaillant), puis au ministère de l'immigration de Brice Hortefeux (2008-2011), dont il sera même un temps le directeur adjoint de cabinet.

Successivement préfet de l'Aube et de Dordogne, il aurait fait preuve d'un zèle particulier, expulsant rapidement les personnes en situation irrégulière pour éviter les recours, selon l'ouvrage *Sans-papiers & préfets, la culture du résultat en portraits*, réalisé par des chercheurs, militants et journalistes. « Depuis [son] arrivée à la tête de la préfecture de l'Aube, au printemps 2011, Troyes vit au rythme des arrestations de sans-papiers », affirmaient les auteurs.

En 2015, pendant l'état d'urgence, il avait ordonné des perquisitions administratives en rafale, plus que la moyenne de ses collègues, comme Mediapart l'avait relaté. En octobre 2016, il a rejoint le cabinet du directeur de la DGGN, en tant que conseiller en charge des affaires territoriales et de la sécurité. Sollicité lui aussi à de multiples reprises, il n'a pas répondu. Questionnée, la DGGN n'a pas souhaité réagir.

Un autre personnage apparaît derrière les « notes horaciennes » : **Philippe Baccou**, 69 ans. Lui aussi est passé par Assas, Sciences-Po et l'ENA. Lui aussi a fait carrière dans la haute fonction publique, il fut notamment conseiller maître à la Cour des comptes. En mars 2017, il a été nommé au Comité du contentieux fiscal, douanier et des changes. Pendant la campagne, « il avait un rôle important, il est intervenu assez fréquemment dans le chiffrage du programme économique », raconte à Mediapart un membre du bureau politique du FN. « Il était invisible et sous pseudo. Il était sympathisant depuis un certain temps, il travaillait avec le Cap Éco, et chez les Horaces. Il a fait son outing une fois qu'il a fait valoir ses droits à la retraite. »

Philippe Baccou était déjà marqué politiquement. Il a fait partie du noyau dur du Club de l'Horloge, un cercle regroupant des élites de droite et d'extrême droite, aux côtés de Jean-Yves Le Gallou et Henry de Lesquen, condamné en 2017 pour avoir contesté la Shoah. Il compte aussi parmi les contributeurs de Polemia, *think tank* d'extrême droite.

Cet ancien de la Cour des comptes a assisté à plusieurs réunions consacrées à l'élaboration du projet. Il est aussi présent dans les documents et échanges de courriels. Sur une photo d'une réunion programmatique que nous nous sommes procurée, prise en janvier 2017, il est assis aux côtés de l'eurodéputé Bernard Monot et d'un autre contributeur : **Georges Tissié**, 64 ans, ancien directeur des affaires sociales de la Confédération des PME (CPME).

Aujourd'hui président du conseil d'administration d'une grande banque, ce sexagénaire s'était affiché en 2013 dans une convention de l'UMP sur les retraites. « On a très bien travaillé avec lui », confirme un responsable frontiste.

Georges Tissié faisait partie de ces contributeurs qui avaient un pied dans les Horaces et un autre dans le Cap Éco. C'est aussi le cas de **Vincent Uher**, un énarque qui figure dans les propriétés de six de nos documents : cinq notes de synthèse thématiques destinées au projet 2017 (fiscalité, formation professionnelle, politique étrangère et logement), et un communiqué sur l'imposition des PME. Ancien président de l'UNI à Sciences-Po, spécialiste de la fiscalité, il a été affecté au ministère de l'économie à sa sortie de l'ENA, en 2011, puis il est devenu maître des requêtes au Conseil d'État. En juillet 2017, il a été nommé président de formation de jugement à la Cour nationale du droit d'asile.

Le responsable frontiste cité plus haut se souvient d'« *un jeune haut fonctionnaire* » « *très dogmatique* », « *techno* ». « *Il est venu de temps en temps à des réunions et a fait passer des notes à Marine. On a tenu compte de ce qu'il a dit, mais comme quinze autres* », assure-t-il.

Contactés, Philippe Baccou, Georges Tissié et Vincent Uher n'ont pas répondu à nos questions. Finalement joint par téléphone, ce dernier explique n'avoir « *aucun commentaire à faire* ». « *Comme vous le savez, je suis haut fonctionnaire, je suis soumis à un devoir de réserve, et donc je ne parle pas publiquement de politique, et encore moins à la presse.* »

Le nom d'un autre haut fonctionnaire apparaît dans un document, sans que l'on puisse définir son rôle précis : **Frédéric Guillaud**, 43 ans, secrétaire du conseil d'administration d'une grande entreprise du service public. En mars 2017, il apparaît comme le créateur d'un projet de tribune sur l'avenir de la recherche, d'après les propriétés du fichier. Le document est envoyé par le directeur de cabinet de Marine Le Pen à Damien Philippon et David Rachline :

De : NLS / FN <nicolas.lesage@>
Envoyé : lundi 20 mars 2017 09:56
À : Etienne Aldobrandi;
Cc : David RACHLINE
Objet : PROPOSITION TRIBUNE RECHERCHE -

Pour votre relecture et avis
(retour avec marques de révision éventuelles visibles svp)
ce projet de Tribune qui a vocation à être signé par MLP
(et qui a été rédigé par deux « visiteurs du soir » éminents
dans les milieux de la recherche) ...
Le besoin de validation est, idéalement, pour demain soir.
Attention, l'information sur le Prix Abel est sous embargo
de l'Académie des Sciences jusqu'à demain après-midi.
A suivre donc,
D'avance merci !
NLS -



Tribune Prix
ABEL d...45.doc

© Document Mediapart

Normalien, agrégé de philosophie et auteur de livres sur le catholicisme, Frédéric Guillaud a fait ses classes dans les cabinets ministériels sous Chirac et Sarkozy (il fut conseiller des ministres Francis Mer, Nicole Fontaine, Renaud Dutreil, Gilles de Robien et Éric Besson), avant de devenir, en 2010, le directeur des études de l'UMP, alors dirigée par Xavier Bertrand. Il est déjà intervenu dans des médias tels que *Valeurs actuelles* (où il a signé une tribune en 2014) ou *Radio Courtoisie*, pour parler de son livre *Dieu existe*. Contacté, il dit ne pas comprendre et invoque un possible « homonyme », puis ne nous répondra plus.

Pour l'historien spécialiste des extrêmes droites Nicolas Lebourg, « *il était normal qu'une partie de la technostructure tente de se placer, comme elle le fait toujours, comme Marine Le Pen paraissait se diriger vers le pouvoir* ». En 2014, le chercheur avait rappelé que « *ceux qui agissent derrière Marine Le Pen ne sont pas des vieux militants de l'extrême droite* », mais « *des énarques, ralliés lorsque le choix du FN peut devenir rationnel socialement (ce qui ne signifie nullement qu'on se permette de douter de leur sincérité idéologique)* », précisait-il.

Mais pour l'historien, l'« usage » de cette technostructure est « révélateur » : « *Marine Le Pen leur demande moins d'être des machines à proposer et penser que de lui être fidèles.* » Résultat, selon lui, « *le parti ne se professionnalise pas* » et « *perd en crédibilité* ». « *Les cadres et professions intellectuelles votent moins pour elle que pour son père. Ils ont voté Le Pen en 2017 à 10 %, en 2012 à 6 %, tandis qu'ils l'avaient fait en 1988 à 14 %. Le "marinisme", c'est la technocratie moins la compétence* », estime le chercheur.

Au Front national, nos questions ont été suivies d'un grand silence. Marine Le Pen, son vice-président Nicolas Bay, son ex-directeur de la campagne, David Rachline, et le coordinateur de son projet, Jean Messiha, porte-parole des Horaces, n'ont pas répondu. Interrogée sur nos premières révélations, lors de ses vœux, le 15 janvier, la présidente du FN avait expliqué qu'elle ne « *commenterai[t] pas des documents qui ont été acquis dans des conditions* » qu'elle juge « *éminemment contestables* ». « *Ça m'intéresse assez peu... les fonds de boîte mail...* », avait-elle ajouté. Sans contester la véracité du contenu de ces documents.